International Meat Secretariat
www.meat-ims.org | 575 | février 2017

CONTENTS

- Gros plan sur la durabilité, la santé, l'alimentation et la gouvernance pour le dernier jour du Congrès Mondial de la Viande
- Bœuf aux hormones: les États-Unis et l'Union européenne sont-ils en présence d'une nouvelle guerre commerciale?
- Un nouveau coup de pouce en faveur du développement durable de la part des entreprises américaines de la filière viande

I.M.S.
5 rue Lespagnol
75020 Paris
FRANCE

Tel:
33 (0)1 44 93 60 20

Fax:
33 (0)1 44 93 60 01

Editor: Hsin Huang
© I.M.S. Tous droits réservés

La reproduction, totale ou partielle, de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation préalable de l'OIV.

www.meat-ims.org

Gros plan sur la durabilité, la santé, l'alimentation et la gouvernance pour le dernier jour du Congrès Mondial de la Viande

Le 21ème Congrès Mondial de la Viande a été organisé par l'INAC (Uruguay National Meat Institute) à Punta del Este. Ce rapport couvre le dernier jour du Congrès (la première journée a fait l'objet de la Newsletter de l'OIV n° 574).

Séance 5 Durabilité: modérateur Jeurgen Preugschas, Président du Comité de l'OIV sur la viande durable.



Jeurgen Preugschas

Ruaridh Petre, Directeur exécutif de la Table ronde mondiale sur le bœuf durable (GRSB) a mis en avant certains des défis majeurs du secteur de la viande et du bétail, notamment les manifestations survenues en Australie en 2011 au sujet de l'exportation de bétail vivant vers l'Indonésie. Les manifestants voulaient à cette occasion transmettent aux consommateurs un message sur le bien-être insuffisant des animaux et indiquer qu'ils n'étaient pas prêts à prendre en compte le contexte élargi de ce commerce. Cette publicité percutante a eu pour effet la suspension immédiate des échanges, entraînant de fortes conséquences défavorables pour l'environnement et pour l'homme qui n'avaient pas été totalement prises en compte.

Cet exemple a souligné combien il est important pour le secteur de mettre à disposition des informations ayant trait à tous les aspects des systèmes de production durables - sociaux, environnementaux et économiques. Les informations requises devraient englober toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement afin de fournir aux consommateurs des informations factuelles solides, de manière à encourager des «valeurs partagées» avec le secteur. Le principal objectif du GRSB est de «créer un climat de confiance par la transparence». S'il est vrai qu'il est important de raconter des histoires positives, cela ne suffit pas - il est nécessaire de documenter et de justifier des améliorations véritables et d'expliquer de manière relativement simple certaines des complexités liées à la question de la durabilité. Ruaridh Petre a poursuivi en donnant des exemples de preuves de bonnes pratiques de la part d'organismes respectés d'Irlande et du Brésil.

Jeffrey Fitzpatrick-Stilwell, Responsable durabilité, McDonald's Corporation, a montré quelle était l'approche de McDonald's en matière d'approvisionnement en viande durable. En ce qui concerne l'efficacité de l'empreinte carbone, 70 % de l'impact causé par la société se font dans la chaîne d'approvisionnement et les systèmes agricoles associés avec 41 % pour la filière bovine. Pour améliorer la durabilité de ses systèmes, McDonald's a essayé d'être à la fois responsable et réactive face à ses consommateurs - et d'effectuer des changements mus par la science. Elle s'est fixée divers objectifs à atteindre d'ici à 2018, notamment la suppression des stalles de gestation pour les truies d'ici à 2022, des systèmes de production sans «déforestation» et la fin des poulets élevés aux antibiotiques utilisés en médecine humaine.

Il a ensuite parlé du projet pilote entrepris par McDonald's au Canada, qui constitue une preuve supplémentaire de son engagement envers la filière bovine mondiale. Ce projet a pour objectif:

- de commencer à acheter une partie de sa viande bovine à des sources durables vérifiées en 2016;
- de concrétiser les principes et critères du GRSB au niveau local;
- de soutenir et d'accélérer un cadre de durabilité du bœuf dirigé par le secteur.

Berhe Tekola: Directeur de la division Production et Santé animales de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a félicité le secteur uruguayen de la viande pour ses résultats en matière de production animale durable. Il a souligné que le défi de la production animale durable était différent selon les parties du monde, en raison essentiellement des taux de croissance variables dans certaines régions. L'attention se porte traditionnellement sur l'aspect environnemental

de l'élevage durable, mais il est important de tenir compte de trois éléments interdépendants: l'équité et la croissance; la sécurité alimentaire et la santé; les ressources naturelles et le changement climatique.

La consommation de viande devrait afficher une augmentation de 70 % du fait de la croissance de la population, de la hausse des revenus et de l'urbanisation accrue; l'augmentation devrait être inégalement répartie avec une hausse plus importante pour la consommation de porc et de volaille que pour la viande de ruminants. Dans les pays en développement, 60 % des ménages en zones rurales élèvent du bétail, 1,7 milliard de personnes étant en partie ou entièrement dépendantes du bétail comme source de revenus. Un milliard d'entre elles est pauvre, et 530 millions extrêmement pauvres; en outre, la majeure partie d'entre elles est vulnérable aux futures conséquences du changement climatique. Berhe Tekola a poursuivi en discutant de l'importance de la sécurité alimentaire et des questions sanitaires – ainsi que des initiatives touchant les ressources naturelles et le changement climatique. En résumé, ses cinq principes en matière d'élevage durable sont les suivants:

- Augmenter l'efficacité
- Améliorer les moyens de subsistance et le bien-être
- Protéger les ressources
- Accroître les capacités de résistance
- Renforcer la gouvernance

Ruy Fachini Filho, Président de la Rural Union of Campo Grande, Brésil, a évoqué les progrès réalisés dans le domaine de la production animale durable au Brésil. En 2010, le Brésil avait officiellement présenté à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) son engagement volontaire de réduire la déforestation de 80% d'ici à 2020. La diminution à ce jour est de 74%. Il apparaissait clairement que le développement de l'élevage ne dépendait plus de la déforestation; de plus, d'ici à 2030, il était prévu que les zones de pâturage auraient une superficie de 161 millions d'hectares, libérant 17 millions d'hectares pour d'autres entreprises agricoles, pour les forêts et la réhabilitation forestière. Les éléments clés visant à promouvoir la productivité de manière durable avaient été de:

- mieux informer sur l'intensification de l'élevage;
- renforcer l'accès au crédit rural;
- financer des contrats d'assistance technique;
- aider les producteurs à respecter les lois sur la protection de l'environnement;
- développer les marchés.

Ruy Fachini Filho est également Vice-président de la Table ronde brésilienne sur l'élevage durable (GTPS). Il a décrit les travaux de ce programme conçu pour promouvoir le développement de la production animale durable. Il repose sur quatre piliers: l'amélioration continue de la durabilité, la transparence et l'éthique, les bonnes pratiques en agriculture et en gestion et le respect des lois. À ce jour, il concerne plus de 800 producteurs intervenant sur plus de 800.000 hectares, avec 24 partenaires locaux et sept projets pilotes dans cinq États brésiliens.

Séance 6 Santé et alimentation humaines: modératrice Mary Ann Binnie, Présidente du Comité de l'OIV sur l'alimentation et la santé humaines



Mary Ann Binnie

Alison Watson, spécialiste en systèmes alimentaires durables, a commencé par identifier le dilemme que rencontre Jane, une mère de trois enfants âgée de 49 ans. Elle mange de la viande quasiment tous les jours, se soucie de sa santé et de celle de sa famille et se préoccupe également de l'avenir du monde. Elle ne se distingue guère d'un grand nombre de consommateurs des pays développés qui ont le sentiment d'être face à des messages troublants et contradictoires de la part des médias; nombre de ces messages transmettent des idées négatives sur la viande, indiquant qu'elle constitue un élément malsain de l'alimentation, nuisible pour l'avenir de la planète. Les médias sociaux participent également dans une large mesure aux messages négatifs, le nombre des histoires «anti-viande» ne pouvant qu'être amené à augmenter. Le secteur se devait de se préparer à faire face à ce défi.

Ce qu'il faut, c'est élaborer une stratégie de communication mondiale, qui doit comporter des éléments internationaux autant que nationaux et locaux. Il est essentiel pour le secteur qu'il cesse d'être sur la défensive et qu'il devienne plus réactif et évite d'accuser les autres. Des approches fondées sur la science sont importantes mais une communication efficace de ces approches est primordiale. Il ne suffit pas de dire que «la viande fait partie d'une alimentation équilibrée», ce qui peut être interprété de nombreuses manières différentes et ne renseigne pas sur la quantité de viande à consommer. Surtout, il est indispensable de relier et de démontrer les caractéristiques positives de la viande à tous les niveaux de la production et de la consommation.

Stefano Natella, responsable des Marchés mondiaux, Crédit Suisse, a alerté les délégués sur les nombreuses failles des allégations formulées par les scientifiques dans les domaines alimentaires et médicaux au sujet des effets délétères de la consommation de viande sur la santé humaine. Il a abordé toute une série de questions pour lesquelles il avait soigneusement examiné les données scientifiques et les preuves se cachant derrière

certaines allégations, à savoir:

- les graisses saturées qui provoquent des maladies cardiovasculaires;
- les protéines végétales plus saines que les protéines animales;
- la consommation élevée de viande qui augmente le risque de développer un diabète de type 2;
- la consommation de viande qui provoque des cancers colorectaux.

Dans tous les cas, il a montré les limites de ces allégations et dans certains exemples les failles dans les recherches.

Une analyse de l'alimentation des populations de l'Île de Kiribati dans le Pacifique prouve que même si les graisses saturées représentent 27 % de la consommation énergétique totale – un des taux les plus élevés au monde – le nombre de décès dus à des maladies coronariennes est exceptionnellement faible, avec un taux de 11,8 pour 100.000 personnes. Ce chiffre est à comparer avec l'alimentation aux États-Unis où les graisses saturées représentent moins de 12 % des niveaux de consommation énergétique et où les décès dus à des maladies coronariennes touchent pourtant plus de 80 personnes sur 100.000. Les chiffres qu'il a présentés pour d'autres pays n'indiquent pas non plus de lien de causalité. Concernant la comparaison entre protéines animales et protéines végétales, les données indiquent que même si les niveaux de consommation de protéines animales augmentent en pourcentage par rapport au total de calories, le taux des décès par maladies cardio-vasculaires recule. Au contraire, alors que les niveaux de consommation de protéines végétales augmentent, le nombre des décès par maladies cardio-vasculaires progresse, probablement en raison de la consommation accrue des gras trans. La présentation de Stefano Natella a également amené à remettre en question les allégations de «viande négative» et s'est terminée par une évaluation extrêmement critique du rapport du Centre international de recherche sur le cancer sur le lien entre la consommation de viande et le cancer colorectal.

Karla Alvarez, responsable du service nutrition de l'Hospital del Norte Dr. Gustavo St. Bois, Uruguay, s'est entretenue sur les nombreux bienfaits nutritionnels du bœuf uruguayen – le décrivant comme «un aliment idéal» en ce sens qu'il apporte la quantité et la qualité de protéines, lipides, vitamines et minéraux indispensables à la santé physique et mentale de l'être humain. Le Conseil américain de la science et la santé s'était également fait sien ce point de vue sur le bœuf américain – le considérant comme un « aliment à grande valeur nutritive». Elle a ensuite décrit les facteurs qui influencent la composition nutritionnelle de la viande en général, comme l'âge de l'animal, son activité physique et son alimentation. Elle a plaidé en faveur de la viande comme élément essentiel d'une alimentation équilibrée dans la mesure où il s'agit d'un aliment naturel qui devrait être consommé à toutes les étapes de la vie de l'homme. Ce, grâce aux sources nutritives qu'elle contient – protéines à haute valeur biologique, acides aminés essentiels, fer, zinc et graisses.

Janet Riley, Vice-présidente des Affaires publiques, Institut nord-américain de la viande, a parlé de l'impact sur les consommateurs nord-américains des allégations négatives répétées relatives à la viande. La plupart des preuves contre la viande sont fondées sur des corrélations et non des relations de cause à effet et le niveau des taux de risque figurant dans les conclusions des recherches est la plupart du temps insuffisamment élevé pour pouvoir servir de preuve. Malgré cela, les rapports des médias tendent à simplifier les résultats en reliant les causes aux effets. Les préoccupations réalistes de santé publique ont été très peu médiatisées par rapport aux conséquences liées à **la réduction ou la suppression** de la consommation de viande. Pour les nutriments essentiels tels que le calcium, la vitamine D, le potassium, le fer et l'acide folique, les apports sont souvent inférieurs à ceux recommandés pour certaines tranches de la population et une réduction de la consommation de viande conduirait à une nouvelle baisse de ces nutriments.

Pour finir sur une note optimiste, Janet Riley a énuméré douze bonnes raisons de mettre la viande et la volaille au menu d'une alimentation équilibrée. Parmi elles, le rôle positif de la viande comme source de fer, la biodisponibilité des nutriments, l'entretien de la masse musculaire, la solidité des os, le fonctionnement du cerveau et le rôle immunitaire du zinc.

Mary Ann Binnie, pour conclure cette séance, a indiqué que le dernier Atelier Marketing de l'OIV avait un message essentiel à livrer au Congrès, que tous les délégués pouvaient approuver: **le rôle essentiel de la viande pendant les mile premiers jours de la vie.** Il ne s'agit pas seulement d'un résultat important de l'Atelier Marketing mais également d'un message précieux et positif que le Congrès dans son ensemble doit soutenir et diffuser.

Séance 7 Gouvernance: modérateur Pablo Caputi, Knowledge Manager, Uruguay National Meat Institute (INAC)



Pablo Caputi

Federico Stanham: Président de l'INAC, a décrit les objectifs et le fonctionnement de l'INAC et a présenté sa mission d'appui au développement de la chaîne de la viande uruguayenne. Il considère que la raison d'être de la gouvernance est de renforcer la coordination entre les parties dans les chaînes

agro-industrielles complexes; et de chercher à améliorer le fonctionnement de la chaîne grâce à la recherche, la réglementation et une intervention pertinente de l'État. L'INAC avait tenté d'améliorer les conditions de la filière viande tout en fournissant des avis au gouvernement sur la politique du secteur. Il était financé par un prélèvement obligatoire sur toutes les ventes de viande sur les marchés locaux et d'exportation. Pour évaluer l'efficacité de l'INAC, il a identifié un certain nombre d'actions, notamment:

- positionner le bœuf uruguayen sur les marchés internationaux sur la base des caractéristiques des systèmes de production, des biens publics et des mesures à l'exportation efficaces;
- apporter un soutien approprié grâce à des statistiques et des indicateurs pertinents qui ont été grandement appréciés par toutes les parties;
- gérer les contingents tarifaires préférentiels en toute transparence.

Jim O'Toole, Directeur du Bord Bia, Irlande, a décrit la manière dont le programme «Origin Green» a renforcé la valorisation de ses produits alimentaires partout dans le monde. L'Irlande bénéficiait déjà d'une image de pays «vert» et «naturel» mais le développement du programme «Origin Green» a joué un rôle essentiel pour démontrer et valider cette image. Les éléments principaux de ce programme étaient:

- d'embarquer toutes les parties dans l'aventure;
- d'évaluer les points importants;
- d'élaborer des normes internationales;
- de veiller à une évolution continue.

Bord Bia a élaboré un ensemble de procédures d'accréditation et de vérification indépendante couvrant des domaines tels que l'utilisation des énergies, les émissions, l'eau, la biodiversité et la durabilité sociale. D'autres évaluations de la durabilité des exploitations agricoles ont fourni des informations sur les performances notamment des données financières; des objectifs ont également été fixés et la collaboration avec diverses organisations a permis de garantir l'adhésion de toutes les parties de la chaîne d'approvisionnement.

Martin Secco, Président-directeur général de Marfrig Global Foods, a traité le sujet de la gouvernance de l'INAC du point de vue de son expérience auprès de Marfrig. L'INAC était un élément essentiel de l'interface entre l'industrie de la viande et le gouvernement et avait le droit de commenter l'ensemble des lois, règlements ou décrets relatifs à l'industrie de la viande en Uruguay. Il a décrit le secteur il y a 50 ans au moment de la création de l'INAC: à cette époque, les quartiers avant et les quartiers arrière étaient emballés dans des sacs en toile et en nylon et transportés dans les cales des navires. L'INAC a joué un rôle majeur au fil des années pour transformer l'industrie de la viande et lui assurer l'excellente position qu'elle occupe aujourd'hui. L'un des rôles fondamentaux qu'il a assumait au fil des années a été le dialogue continu qu'il entretenait à différents niveaux de la chaîne de la viande, ce qui a permis la réalisation d'avancées efficaces. Bien qu'une partie majeure de la filière était détenue par des propriétaires étrangers, et qu'à l'origine on craignait que ces propriétaires puissent «s'opposer à l'intérêt national», il a pu assurer à toutes les personnes inquiètes que cela n'avait jamais été le cas. De plus, il a été tellement impressionné par la manière dont l'INAC a agi qu'il a encouragé la création d'une structure similaire dans l'État du Mato Grosso au Brésil.

Sam McIvor, Directeur général de Beef & Lamb New Zealand, a indiqué que dans ses postes précédents il avait connu la gouvernance du point de vue de la survie des entreprises et qu'il avait évalué «l'énormité du commerce international et de la consommation». Dans son poste actuel, il considère que les exportateurs néo-zélandais de bœuf et d'agneau ont été réunis dans un esprit de «coopétition», ce qui désigne la coopération de concurrents redoutables dès lors qu'il est dans leur intérêt de collaborer. Il a cité trois exemples concernant:

1. la biosécurité – en vertu de quoi toutes les industries de l'élevage travaillent avec le gouvernement pour maintenir le niveau élevé de santé animale de la Nouvelle-Zélande;
2. le *Red Meat Profit Partnership*, créé pour améliorer la durabilité dans le secteur;
3. la Stratégie de développement des marchés en Nouvelle-Zélande, qui vise à obtenir un accord à l'échelle du secteur en faveur d'une stratégie à long terme sur le bœuf et l'agneau.

Prix de l'OIV pour la science et la technologie de la viande

Le Prix de l'OIV pour la science et la technologie de la viande a été décerné par Guillaume Roué, Président de l'OIV, à Mme Jiao Liu, de l'Université d'Helsinki, pour son travail intitulé «Une nouvelle hypothèse expliquant l'influence des protéines sarcoplasmiques sur le pouvoir de rétention d'eau des myofibrilles».

En conclusion, le thème de ce Congrès extrêmement réussi a été le suivant: «De nombreuses voix, une seule mélodie». L'esprit rassembleur du Congrès s'est caractérisé par la détermination enthousiaste du secteur à avancer face à de nombreux défis. Ce sera passionnant de voir dans quelle mesure nous aurons progressé lorsque nous nous réunirons à Dallas (Texas) en 2018. Nous exprimons toute notre gratitude au comité d'organisation de l'INAC !

Bob Bansback
Conseil consultatif de l'OIV

Bœuf aux hormones: les États-Unis et l'Union européenne sont-ils en présence d'une nouvelle guerre commerciale?

Il est fort probable que les États-Unis et l'Union européenne se dirigent vers une nouvelle guerre du bœuf aux hormones.

Dans le cadre de l'une des dernières salves de l'administration Obama, le Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR) a engagé une action contre ce qu'il décrit comme une pratique commerciale déloyale de l'Union européenne, qui entrave les importations de bœuf américain.

À la fin de l'année dernière, l'USTR, agissant sur demande de la filière américaine de la viande, a initié une enquête publique et a demandé au grand public de faire part de ses commentaires sur l'interdiction par l'UE de la plupart des produits à base de viande bovine américaine.

Selon le secteur américain de la viande bovine, l'interdiction de l'UE est injuste car elle n'a pas de fondement scientifique et elle discrimine les agriculteurs, les éleveurs et les producteurs américains. Toute action engagée par les États-Unis signifierait un retrait du protocole d'accord qui avait été établi entre les États-Unis et l'UE pour autoriser un quota d'importation de bœuf non traité aux hormones sur le marché de l'UE.

La Commission européenne déclare que l'accord relatif au quota d'importation de bœuf non traité aux hormones établi en 2009 a permis l'arrivée sur le marché de l'UE de 60.000 tonnes de viande bovine américaine et que la modification de l'interdiction du bœuf aux hormones n'a jamais fait partie des négociations.

Le représentant au commerce américain Michael Froman a toutefois indiqué dans une déclaration: «L'OMC a jugé que l'interdiction de l'Union européenne frappant les importations de viande bovine américaine violait ses obligations commerciales internationales. L'UE n'a pas respecté son engagement pris pour régler ce problème, et il est désormais temps de prendre des mesures.»

Il a déclaré que l'action engagée obligeait l'UE à rendre des comptes et constituait un pas important pour encourager la Commission à revenir à la table des discussions pour garantir aux éleveurs américains un accès au marché européen et que les consommateurs européens avaient un meilleur accès à une viande bovine américaine de qualité supérieure.

Selon Tom Vilsack, le secrétaire américain à l'Agriculture sous l'administration Obama, «les éleveurs américains produisent l'une des meilleures viandes bovines de la planète, mais des politiques restrictives de l'Union européenne continuent d'empêcher les consommateurs de l'UE à avoir accès à la viande de bœuf américaine à des prix abordables.

«Depuis plusieurs années, nous demandons à l'UE de rétablir un accord qui est manifestement rompu, malgré sa promesse initiale d'offrir un marché favorable au bœuf américain.»

Un porte-parole de la Commission européenne a toutefois indiqué: «L'UE a entièrement respecté, tant dans la lettre que dans l'esprit, le Protocole d'accord signé avec les États-Unis en 2009, portant création d'un quota de bœuf sans hormones de plus de 60.000 tonnes.

«La fin de cet accord et l'éventuelle application de droits de douane sur les exportations européennes aux États-Unis représenterait un recul regrettable pour les fortes relations commerciales entre les États-Unis et l'UE.

«Pendant ce temps, l'UE continuera à appliquer le Protocole d'accord entre les États-Unis et l'UE et est prête à écouter l'administration américaine sur les sujets d'inquiétude qu'elle voudrait soulever. L'UE est déterminée à conserver ses normes élevées en matière de sécurité alimentaire et de santé. Seuls des produits conformes à ces normes pourront entrer sur le marché de l'UE.

«Modifier l'interdiction de l'UE frappant le bœuf aux hormones n'a jamais fait partie des négociations avec les États-Unis en faveur d'un accord commercial.»

Les exportations de bœuf et de produits à base de bœuf des États-Unis représentent en moyenne 6 milliards USD par an. Si les États-Unis rétablissent des droits de douane que l'Organisation mondiale du commerce avaient approuvés en 1999, ils pourraient affecter des produits de l'UE à hauteur de 116,8 millions USD.

En 2008, l'OMC a confirmé que les États-Unis avaient encore le droit d'imposer des mesures commerciales tant que le différend sur le bœuf de l'UE n'était pas réglé.

En janvier 2009, l'USTR a décidé de modifier la liste des produits soumis à des droits supplémentaires, mais il a reporté l'application de sanctions pour permettre de nouvelles négociations avec l'UE afin de régler le différend.

En mai 2009, les États-Unis et l'UE ont signé un Protocole d'accord en vertu duquel l'UE s'engageait à créer un nouveau contingent sans droits de douane pour les importations de bœuf spécifiquement produit.

Depuis 2009, en contrepartie de

la suppression de l'augmentation des droits de douane américains sur les importations européennes, le Protocole d'accord a offert aux producteurs américains la possibilité d'exporter davantage de bœuf sur le marché de l'UE.

La filière bœuf américaine a toutefois allégué qu'elle avait été empêchée de retirer les bénéfices attendus du Protocole d'accord en raison des importations accrues soumises au contingent sans droits de douane en provenance de fournisseurs non américains et que le représentant américain au commerce serait de nouveau tenu de débattre de la question une fois que la demande aura été faite par la filière bovine.

Si les nouvelles sanctions sont mises en œuvre, les droits de douane punitifs concerneront plus de 80 viandes, produits laitiers, fruits, légumes et autres produits allant des différents morceaux de bœuf, de porc, d'agneau, de poulet, de dinde aux abats, à la charcuterie et aux jambons, en passant par les soupes, confiseries, fruits et tomates.

Les réunions visant à discuter des propositions ont été programmées pour la première partie de 2017, même si le changement d'administration pourrait modifier le calendrier.

Chris Harris
Journaliste spécialisé en agriculture et alimentation

Un nouveau coup de pouce en faveur du développement durable de la part des entreprises américaines de la filière viande

Smithfield Foods vient de donner un grand coup de pouce aux efforts déployés par l'industrie de la viande en matière d'environnement.

Mais commençons par l'extraordinaire déclaration de la société Smithfield, le plus grand transformateur de viande porcine et éleveur de porcs au monde. Smithfield a déclaré que d'après elle, ses installations de transformation et de production produisaient chaque année autant de dioxyde de carbone que cinq centrales à charbon. Le dioxyde de carbone est, selon les scientifiques, un puissant émetteur de gaz à effet de serre et un contributeur majeur au changement climatique. L'Agence américaine de protection de l'environnement a calculé que huit pour cent de la totalité des émissions américaines de gaz à effet de serre en 2014 étaient des émissions de dioxyde de carbone, ou CO_2.

La question de savoir dans quelle mesure l'industrie américaine de la viande contribue à l'accumulation de CO_2 reste ouverte au débat. Tandis qu'adversaires et partisans de cette industrie se battent à coup d'études scientifiques pour essayer de prouver tel ou tel point, la filière elle-même a apporté la preuve de son engagement en faveur du développement durable plus fort d'année en année.

L'approche proactive

Smithfield a toutefois adopté une approche différente : la proactivité. Le 5 décembre dernier, la société a annoncé que d'ici à 2025 elle réduirait ses émissions «absolues» de gaz à effet de serre de 25 %. «Une fois atteint, cet objectif permettra de réduire les émissions de plus de quatre millions de tonnes métriques, ce qui équivaut à supprimer 900.000 voitures de la circulation,» a indiqué la société dans son communiqué. Smithfield, dont le siège social est sis à Smithfield, en Virginie, collabore avec le NorthStar Institute for Sustainable Enterprise de l'Université du Minnesota ainsi qu'avec l'Environmental Defense Fund (EDF) pour établir des références et atteindre son objectif.

«Nous sommes fiers d'être à la tête du secteur et de fixer un nouvel objectif en lançant une initiative à la fois bénéfique d'un point de vue environnemental et faisable d'un point de vue économique,» a déclaré Kenneth Sullivan, président-directeur général de Smithfield Foods. «S'il est vrai que nous allons rencontrer des difficultés uniques en leur genre pour répondre à cet objectif en notre qualité de plus grand transformateur de viande porcine et éleveur de porcs, notre taille et notre échelle signifie également que, si nous réussissons, nous pouvons avoir un impact positif considérable. Notre mission est de produire «Des denrées alimentaires saines. De manière responsable.» Cet annonce est une confirmation de plus de notre engagement dans cette direction.»

Cet engagement, selon Smithfield, s'appliquera à toute la chaîne d'approvisionnement de la société ainsi qu'au niveau des exploitations agricoles lui appartenant, aux installations de transformation et dans tout le vaste réseau de transport de Smithfield. À titre d'exemple, Smithfield, dans sa chaîne d'approvisionnement en céréales, collabore avec EDF «pour améliorer l'efficacité des engrais et la santé des sols, ce qui réduira les émissions d'oxyde d'azote issues des exploitations céréalières,» a indiqué la société. Dans ses fermes d'élevage porcin, Smithfield «intégrera des énergies renouvelables et réutilisera des projets qui emploient des technologies telles que les digesteurs anaérobies et les membranes d'étanchéité pour les lagunes,» qu'elle installera

pour «au moins» 30 pour cent de ses exploitations agricoles. Dans ses usines de transformation de viande, Smithfield «continuera d'améliorer son efficacité énergétique en modernisant ses équipements de réfrigération, de chaudière et autre,» et elle «optimisera son réseau logistique afin de mieux gérer le transport des animaux et des produits tout en réduisant la consommation de carburant et les émissions de carbone.»

Smithfield n'est pas seule

Smithfield n'est pas la seule société américaine du secteur de la viande qui essaie d'être plus compétitive en abordant le développement durable en termes d'environnement et de ressources naturelles. Comme l'indiquait le site web *Agri-Pulse* fin décembre dernier, «Hormel Foods, dans le cadre de l'initiative *Ag Water Challenge* lancée par Ceres et le World Wildlife Fund, s'est récemment engagée à développer une politique complète de gestion responsable de l'eau en définissant des attentes en matière de gestion de l'eau qui vont au-delà de la conformité réglementaire de ses principaux fournisseurs, éleveurs contractuels, et fournisseurs d'aliments pour animaux – une industrie de la viande avant tout.»

Selon Brooke Barton, directeur des programmes eau et alimentation auprès de Ceres, une organisation à but non lucratif qui travaille avec de grandes entreprises pour régler les questions de durabilité, certains de ces efforts sont la conséquence d'inondations dévastatrices faisant suite à l'ouragan Matthew, qui a causé d'importants dommages dans le sud-est des États-Unis et dans les Caraïbes. Parmi ces dommages, l'inondation des lagunes anaérobies de Caroline du Nord. Des lettres de 45 investisseurs institutionnels ont été envoyées aux présidents-directeurs généraux de quatre des plus grandes entreprises de l'industrie américaine de la viande, «leur demandant de lutter contre le changement climatique et les risques de pollution de l'eau associés à l'alimentation, l'abattage et la transformation du bétail,» écrit Barton dans *Agri-Pulse*. Les lettres faisaient suite à une offensive antérieure des actionnaires au cours de laquelle 40 investisseurs institutionnels, représentant le montant déclaré de 1,25 trillions USD, ont demandé à 16 multinationales alimentaires de réagir aux risques considérables de la production animale industrielle et à leurs projets de diversification de leur mix produits pour inclure des alternatives à base de plantes plus durables.

Il convient pourtant de noter que le ralliement du secteur à cet avis sur la durabilité ne date pas d'hier. En 2007, le transformateur de viande bovine et porcine, Cargill, Inc., a rejoint Smithfield Foods en tant que membre du *Chicago Climate Exchange* (CCX), et la même année, Tyson Foods a créé un nouveau partenariat avec le géant pétrolier ConocoPhillips pour transformer les graisses animales en diesel renouvelable. Comme publié dans la *Newsletter de l'OIV* d'avril 2007, «Les nouveaux efforts ne sont pas que de simples hochements de tête en faveur de l'écologie – quelques ares, disons, de maïs derrière l'usine de transformation en éthanol. Ils représentent une nouvelle manière de faire de l'argent sur le nouveau marché vert, un nouveau flux monétaire que des sociétés avisées de la filière viande trouveront tentant voire même indispensable.»

De la pure écologie de façade?

Les sceptiques — et ils sont nombreux — estiment que tous ces efforts, plans et engagements ne sont guère plus que de «l'écologie de façade », une approche qui donne bonne conscience et qui contribuera peu en réalité à améliorer les conditions environnementales. Un ensemble de «Principes et critères de durabilité» publié en 2014 par la Table ronde sur le bœuf durable, une coalition incluant McDonalds Corp., a été descendu en flammes dans une lettre signée par 23 groupes écologiques au motif qu'ils n'étaient «rien de plus qu'une tentative du secteur de verdir la production bovine traditionnelle à une époque où des changements réels, mesurables et vérifiables se font si désespérément ressentir.»

Soit. Mais il n'y a guère de remise en question dès lors que lorsque les projets de développement durable sont efficaces, non seulement ils aident l'environnement mais également le chiffre d'affaires. Smithfield a commencé à suivre les économies issues de ses programmes de durabilité en 2004, et a constaté des plus-values de 18 millions USD dès la première année. Selon Cheryl Baldwin, vice-présidente de Pure Strategies, une société de conseil en développement durable, depuis 2004 Smithfield a économisé plus de 581 millions USD simplement grâce à ses efforts en matière de développement durable.

«Cette tendance se poursuivra uniquement si les multinationales considèrent les produits biologiques ou les bioproduits comme des catalyseurs clés pour répondre aux feuilles de route internes pour le développement durable,» déclare Victor Oh, analyste auprès de Lux Research, dans *Environmental Leader*, sa publication en ligne. «Les multinationales sont également en train de préparer une future génération de consommateurs qui commencent à sélectionner des marques en fonction de la manière dont les produits ont été fabriqués et de la provenance des matériaux.»

«En fin de compte, produire davantage de protéines réellement durables (issues d'animaux ou autres) sera essentiel si nous voulons nourrir neuf milliards de personnes sans détruire la planète, » écrit Brooke Barton dans *Agri-Pulse*. «La question est de savoir si les sociétés – et leurs actionnaires – peuvent réagir suffisamment rapidement pour relever le défi.»

Steve Bjerklie, collaborateur à la rédaction, magazine *Meat & Poultry* Magazine ; correspondant à *The Economist*